

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY**

**SÉANCE DU MARDI 18 MARS 2025 – 18 h 30 –**

**DÉLIBÉRATION DGS/18-03-2025/Q1**

Date de convocation : 11 Mars 2025

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,  
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

**Membres présents :** M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémie, Mme CAILLAUX Céline M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

**Membres absents ayant donné procuration :**

M. DEUDON José : procuration à M. BONIFACE Didier  
Mme NAVEZ Patricia : procuration à Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie  
M. DECALION Ismaël : procuration à M. BRICOUT Frédéric  
M. BALEDENT Matthieu : procuration à Mme MATON Audrey

**Membre absent :**

M. BAJODEK Alban

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

**OBJET : RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025**

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, expose :

Vu le rapport d'orientations budgétaires annexé,

Considérant que la collectivité est tenue de réaliser un débat d'orientations budgétaires dans les 10 semaines précédant l'examen du budget,

Considérant que le vote du budget primitif 2025 sera soumis à l'examen du Conseil Municipal du 14 Avril 2025,

Après avoir présenté le rapport d'orientations budgétaires 2025 (ROB), Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal :

- à procéder au débat d'orientation budgétaire,
- à acter par un vote la tenue d'un débat sur la présentation du ROB.

Le rapport est présenté en annexe.

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ  
1 CONTRE : Mme DESREUMAUX**

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

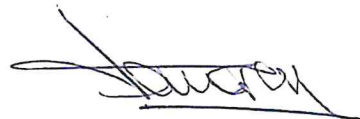
Le Maire,



Frédéric BRICOUT



Le secrétaire de séance,



Ophélie DEMARQUE

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE PAR  
TRANSMISSION EN SOUS-PRÉFECTURE

**21 MARS 2025**



Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le **21 MARS 2025**

ID : 059-215901398-20250318-DEL180325\_Q1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

**2  
0  
2  
5**



CAUDRY

**CONSEIL MUNICIPAL DU 18 MARS 2025**

**PRÉSENTÉ EN COMMISSION DES FINANCES LE 10 MARS 2025**



<b>PRÉAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>I. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE</b>	<b>4</b>
PIB	5
Dettes Publiques	6
Marché du Travail	7
Inflation	8
Concours financiers de l'Etat	9
<b>II. INCIDENCE DE LA LFI 2025 SUR LES FINANCES LOCALES</b>	<b>10</b>
<b>II.1. RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>12</b>
Fiscalité	12
Allocations compensatrices	12
Taux de revalorisation des bases fiscales	12
Autres recettes fiscales (AC-CA2C)	14
Evolution autres recettes (FPIC – Droits de Mutations – TLPE)	14
Dotations, participations et autres recettes de fonctionnement	15
<b>II.2. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>17</b>
Les charges de personnel	17
Les autres dépenses de gestion	17
Evolution des dépenses de fonctionnement	18
<b>DETTE COMMUNALE</b>	<b>19</b>
<b>CAF BRUTE - CAF NETTE</b>	<b>24</b>
<b>II.3. INVESTISSEMENT</b>	<b>25</b>
Dépenses	25
Recettes	25
<b>III. RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>26</b>
<b>RAPPORT D'INFORMATIONS – PERSONNEL COMMUNAL</b>	<b>27</b>
Diversité des Ressources Humaines	27
Evolution des effectifs statutaires	27
Evolution par catégories	28
Evolution masse salariale	29
Rémunération	30
Organisation du temps de travail	30
Avantages en nature	31
Parité Femmes – Hommes	31
Mesures 2025	31



Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose en son article L2312-1 que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu en Conseil Municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice. Celui-ci porte sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le débat a lieu dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget.

Selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport doit comporter les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution pour construire le budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarifications, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières avec l'EPCI dont la commune est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels

3° Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette et les perspectives pour le projet de budget.

Les orientations devront permettre d'appréhender une perspective du niveau d'épargne brute et d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice 2025.

Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le ROB comporte la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnels et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses (rémunération, avantages en nature et temps de travail). La répartition des effectifs et des rémunérations entre les femmes et les hommes y sera présentée.

Le ROB fait l'objet d'une délibération spécifique transmise au contrôle de légalité.

La loi 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques (LPFP) 2018-2022 a ajouté qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale de 3 500 habitants et plus, groupement de collectivités, métropole, département, doit présenter ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé, comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

En terme de publicité, le ROB doit être mis en ligne lorsqu'un site internet existe (Décret 2016-841 du 24/06/2016).

Au-delà de ces considérations légales, le DOB apparaît comme un moment privilégié permettant au Conseil Municipal de faire connaître sa stratégie budgétaire et d'établir les moyens mobilisables nécessaires à la mise en œuvre de ses projets et priorités pour les années à venir.



Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le 21 MARS 2025

ID : 059-215901398-20250318-DEL180325\_Q1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2  
0  
2  
5

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE  
MACROÉCONOMIQUE

CAUDRY



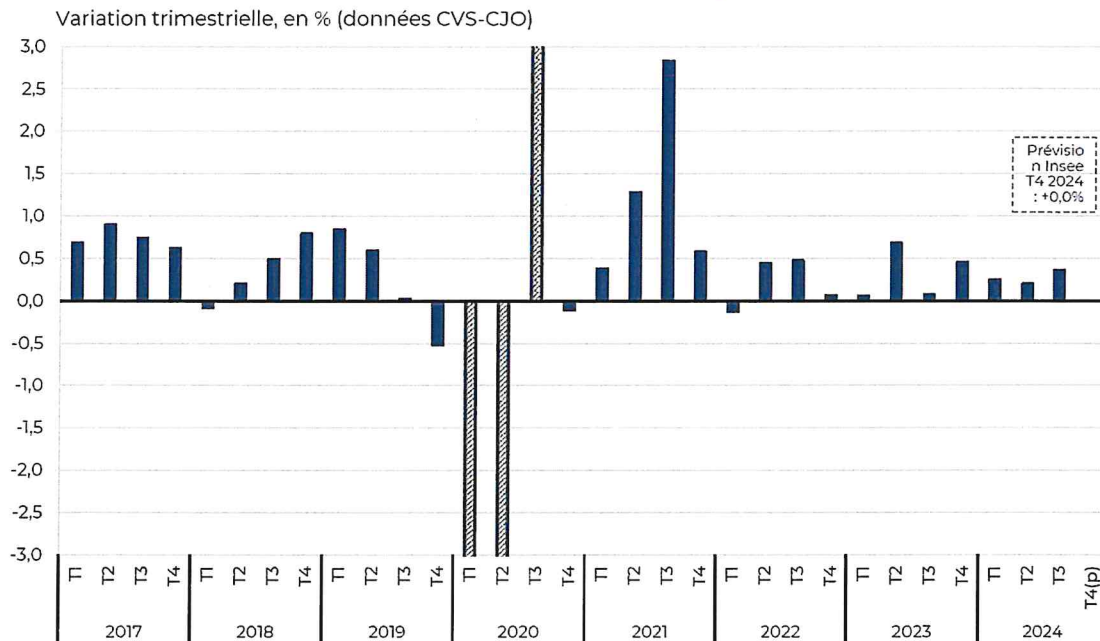
## I. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### PIB

L'économie française devrait enregistrer une croissance de 1,1% en 2025 selon l'INSEE, de 0,9% selon la Banque de France.

La croissance ralentirait donc par rapport aux prévisions initiales de la Banque de France, en lien avec les effets de la politique budgétaire et de l'incertitude tant sur la consommation des ménages que sur l'investissement des entreprises.

### Évolution du PIB français



Source : Insee, Note de conjoncture, 17 décembre 2024

©La Banque Postale

### Prévisions de croissance (PIB volume)

Prévisions annuelles France	2024	2025
<a href="#">Insee (déc. 2024)</a>	+1,1%	/
<a href="#">Banque de France (déc. 2024)</a>	+1,1%	+0,9%
<a href="#">Commission européenne (nov. 2024)</a>	+1,1%	+0,8%
<a href="#">OCDE (déc. 2024)</a>	+1,1%	+0,9%
<a href="#">FMI (janv. 2025)</a>	+1,1%	+0,8%
<a href="#">Gouvernement (LFI 2025)</a>	+1,1%	+0,9%

Prévisions annuelles Zone euro	2024	2025
<a href="#">BCE (déc. 2024)</a>	+0,7%	+1,1%
<a href="#">Commission européenne (nov. 2024)</a>	+0,8%	+1,3%
<a href="#">OCDE (déc. 2024)</a>	+0,8%	+1,3%
<a href="#">FMI (oct. 2024)</a>	+0,8%	+1,2%

Source DOB Banque Postale 2025

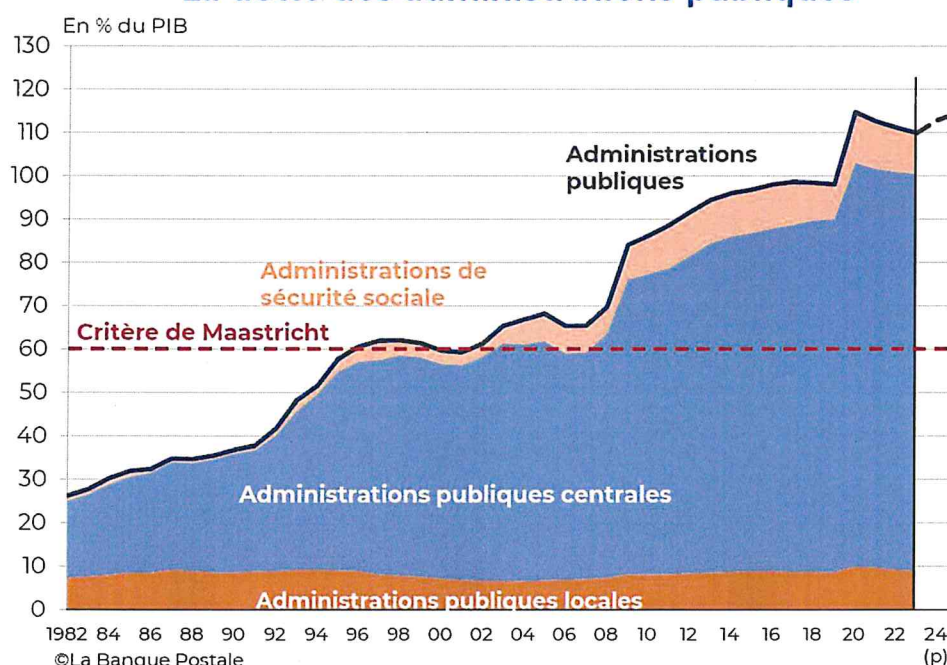
## Dette publique

La loi de programmation des finances publiques 2023-2027 programme à l'horizon 2027 le ralentissement du déficit public français pour atteindre l'objectif de moins de 3% du PIB en 2029. A noter que dans un avis du 29 janvier 2025, le Haut Conseil des finances publiques a jugé que les prévisions macroéconomiques actualisées du gouvernement sont trop optimistes et offrent peu de marges de sécurité.

En 2025, le déficit public de l'Etat s'élève à 139 milliards d'euros, soit 5,4% du PIB.

L'Etat prévoit ainsi d'emprunter la somme vertigineuse de 300 milliards d'euros, nette de rachats pour couvrir ses dépenses et ses déficits, ce qui constitue un nouveau record après 285 milliards d'euros en 2024 et 270 milliards d'euros en 2023. A la fin du 2ème trimestre 2024, la dette publique s'établit à 3228,4 milliards d'euros, soit 112% du PIB.

### La dette des administrations publiques





Marché du travail

Au 4ème trimestre 2024, le nombre de chômeurs (au sens du BIT) diminue de 63 000 par rapport au trimestre précédent, à 2,3 millions de personnes.

Le taux de chômage est quasi stable (-0,1%) à 7,3% de la population active et retrouve son niveau du 2ème trimestre 2024.

Le taux de chômage des jeunes est nettement supérieur à celui du reste de la population. En 2023, il atteint 17,2% en moyenne chez les 15-24 ans contre 6,7% chez les 25-49 ans et 5,1% chez les 50 ans ou plus.

La Banque de France prévoit un taux de chômage à 7,8% sur 2025.

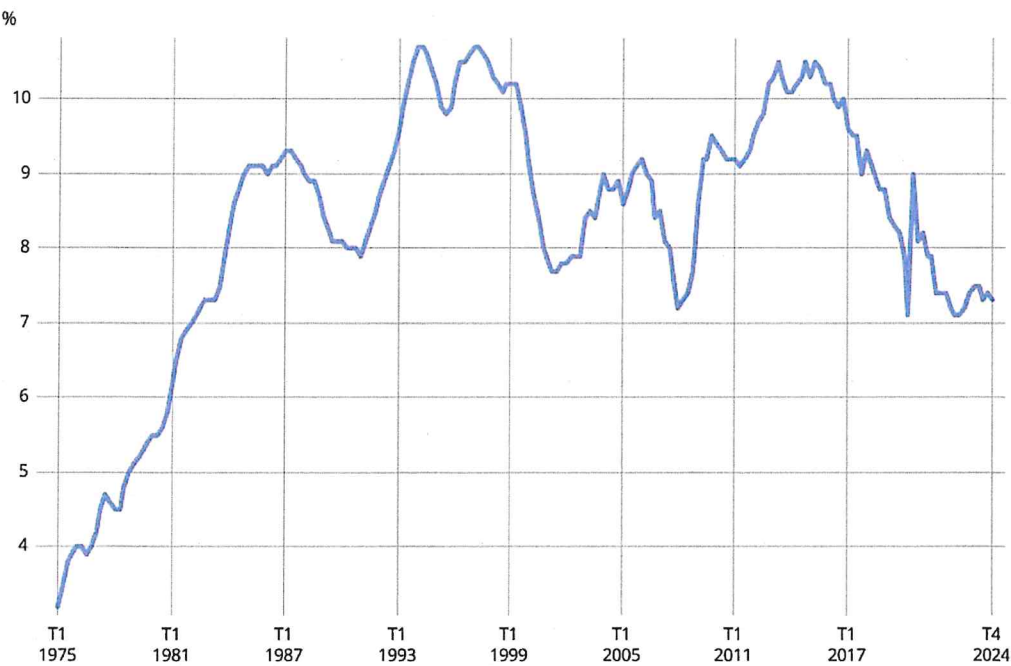
Taux de chômage au sens du BIT - Ensemble - France hors Mayotte - Données CVS

Année	2024	2024	2024	2024	2023	2023	2023	2023	2022	2022	2022	2022
Trimestre	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Valeur	7,3	7,4	7,3	7,5	7,5	7,4	7,2	7,1	7,1	7,2	7,4	7,4

r : Donnée révisée

Taux de chômage au sens du BIT - Ensemble - France hors Mayotte - Données CVS

4e trim. 2024 : 7,3%



Source INSEE

## Inflation

L'inflation a atteint 1,3% en décembre 2024 sur un an selon l'INSEE. Ces derniers mois confirment la fin de l'épisode inflationniste. La hausse des prix à la consommation pourrait tomber à 1% en juin 2025.

Après avoir atteint le pic historique de 7% en février 2023, l'indice des prix à la consommation devrait s'inscrire durablement sous le seuil des 2% dont 1,6% en 2025 selon la Banque de France.

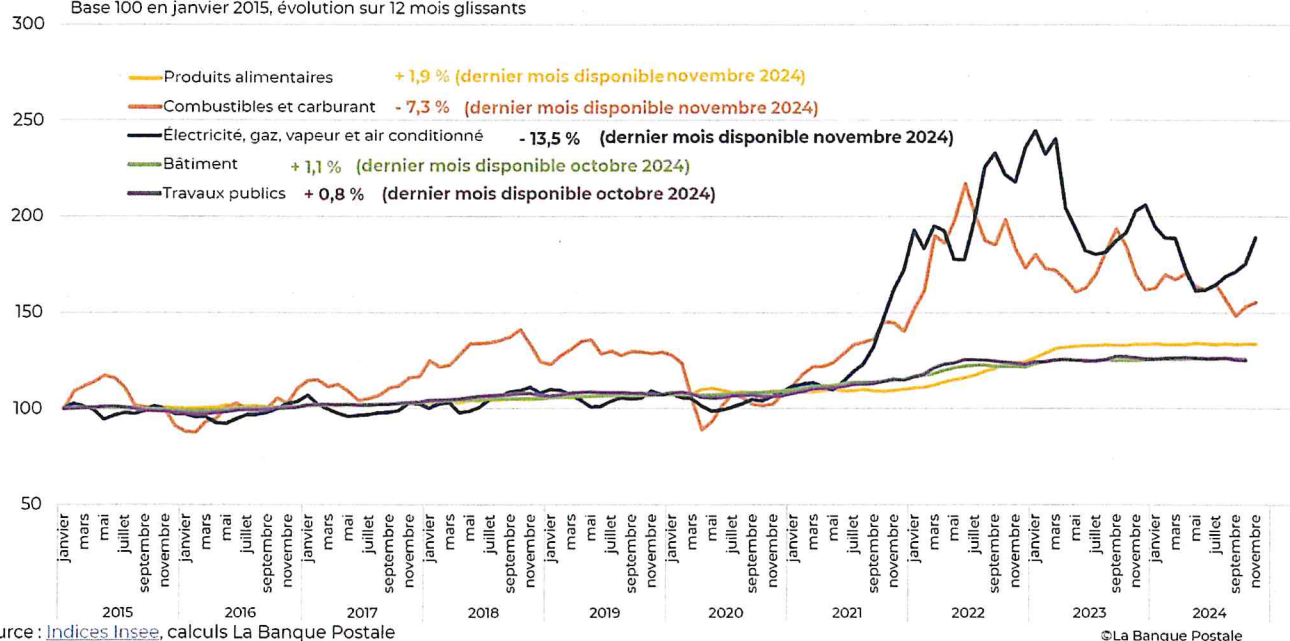
### Prévisions d'inflation\*

Prévisions annuelles France	2025
Insee (déc. 2024)	/
Banque de France (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+1,9%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+1,6%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+1,6%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,8%
Prévisions annuelles Zone euro	2025
BCE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
Commission européenne (nov. 2024) - IPCH	+2,1%
OCDE (déc. 2024) - IPCH	+2,1%
FMI (oct. 2024) - IPCH	+2,0%

Source DOB Banque Postale 2025

### Indices de prix impactant la dépense locale

Base 100 en janvier 2015, évolution sur 12 mois glissants





## Les concours financiers de l'État

### **Dotations et péréquation**

#### **-L'article 107 de la loi de finances relatif à la fixation pour 2025 de la DGF et des variables d'ajustement prévoit une nouvelle hausse de la DGF :**

Cet article fixe le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour l'année 2025 à 27,395 milliards d'euros, soit une hausse de 150 millions d'euros (+ 0,5 %) prélevés sur les crédits de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Cette hausse permet de financer une partie de l'accroissement de 300 millions d'euros des dotations de péréquation (150 M€ DSU et 150 M€ DSR).

#### **-L'article 122 de la loi de finances concerne le montant des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales :**

Cet article dresse le tableau des prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales.

En 2025 le niveau est fixé à 45,232 milliards d'euros (+ 0,174 Md€ par rapport aux PSR 2024).

Cette hausse résulte de plusieurs mouvements :

Dotations en hausse : la DGF (+ 150 M€), le FCTVA (+ 550 M€), les compensations d'exonérations fiscales (+47 M€), la compensation de la réduction de moitié de la valeur locative des locaux professionnels (+ 274 M€), la compensation de perte de taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV, + 9 M€), la dotation aux communes nouvelles (+ 6,8 M€).

Dotations en baisse : la dotation spéciale pour le logement des instituteurs (- 500 000 €), la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP, - 429 M€), les FDPTP (- 58 M€), et la compensation de l'exonération de TFPB pour les travaux de rénovation (- 7 M€).

Dotations supprimées : le soutien aux collectivités face à la croissance des prix de l'énergie, « filet de sécurité » (- 400 M€) et l'abondement exceptionnel du fonds de sauvegarde des départements (- 53 M€).

#### **-L'article 178 de la loi de finances, relatif à la répartition de la DGF et autres mesures sur le calcul des dotations, prévoit la répartition interne de la DGF mais vient également apporter des précisions sur les critères de calculs des différentes dotations et fonds de péréquation :**

##### Hausse des dotations de péréquation de 300 millions d'euros

Les dotations de péréquation de la DGF progressent de 300 millions d'euros comme en 2024.

Les différentes dotations de péréquation de la DGF évoluent donc comme suit :

- La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) progresse de 150 millions d'euros.
- La dotation de solidarité rurale (DSR) progresse de 150 millions d'euros.
- La dotation nationale de péréquation (DNP) est stabilisée.

**-De son côté, le Fonds Vert**, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, est réduit de 1,35 milliards d'euros pour atteindre 1,15 milliards d'euros en 2025.



Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le

21 MARS 2025

SL

ID : 059-215901398-20250318-DEL180325\_Q1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2  
0  
2  
5

II •  
INCIDENCES DE LA LFI 2025 SUR  
LES FINANCES LOCALES

CAUDRY



## **II. INCIDENCE DE LA LFI 2025 SUR LES FINANCES LOCALES**

### **Une loi de finances au parcours inédit**

Un projet de loi de finances pour 2025 avait été présenté à l'automne 2024 par le gouvernement de Michel Barnier à l'issue d'une procédure budgétaire retardée par la dissolution de l'Assemblée Nationale le 9 juin 2024.

Le gouvernement de Michel Barnier ayant été censuré par les députés le 4 décembre 2024, une « loi de finances spéciale » avait été promulguée le 20 décembre 2024 afin de permettre à l'Etat de prélever les impôts et d'emprunter pour assurer la continuité des services publics.

En janvier 2025, le nouveau Premier ministre, François Bayrou, est reparti du projet déposé en octobre 2024 et là où les débats s'étaient arrêtés en décembre au Sénat après la censure afin d'adopter au plus vite un budget pour 2025.

La loi de finances 2025 a ainsi été adoptée le 14 février 2025. Elle prévoit de redresser les comptes publics de 50 milliards d'€ et de ramener le déficit public à 5,4% du PIB après un dérapage à 6,1% en 2024.

### **L'impact sur les finances locales**

2,2 milliards d'€ d'efforts budgétaires sont demandés aux plus grandes collectivités. Cette contribution va être perçue par 2 moyens :

- Un gel de la TVA représentant un coût de 1,2 milliards d'€ pour le territoire français,
- L'instauration d'une mise en réserve d'1 milliard d'€ baptisée DILICO. Près de 2000 collectivités seront sollicitées, à hauteur de 280 millions pour les Régions, de 220 millions pour les Départements, et de 500 millions pour les communes et EPCI.

La loi de finances introduit par ailleurs outre la réduction du Fonds Vert et de la DSIL, plusieurs autres dispositions financières affectant directement ou indirectement les finances des communes et des intercommunalités, à savoir notamment :

- l'augmentation des cotisations employeurs à la CNRACL pour un montant global de 1,4 milliards d'euros en 2025,
- l'augmentation d'un point de la cotisation à l'assurance maladie pour les employeurs territoriaux,
- la baisse des aides à l'apprentissage.

## II. 1. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

### La fiscalité

Rappelons que la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) s'est totalement éteinte en 2023.

La TH est en revanche maintenue sur les résidences secondaires (THRS).

Marquant un pas de plus vers la nationalisation des ressources fiscales, la disparition de la THRP a été compensée par l'État au moyen des recettes de TFPB départementale intégralement affectées désormais au bloc communal. A noter également que la compensation promise par l'Etat en plus des transferts de ressources est assurée par un coefficient correcteur qui est reconduit en 2025.

En matière de foncier bâti, notons que la réduction de moitié des valeurs locatives des locaux industriels issue de la LFI 2021 sera de nouveau intégralement compensée par l'État.

### Les allocations compensatrices

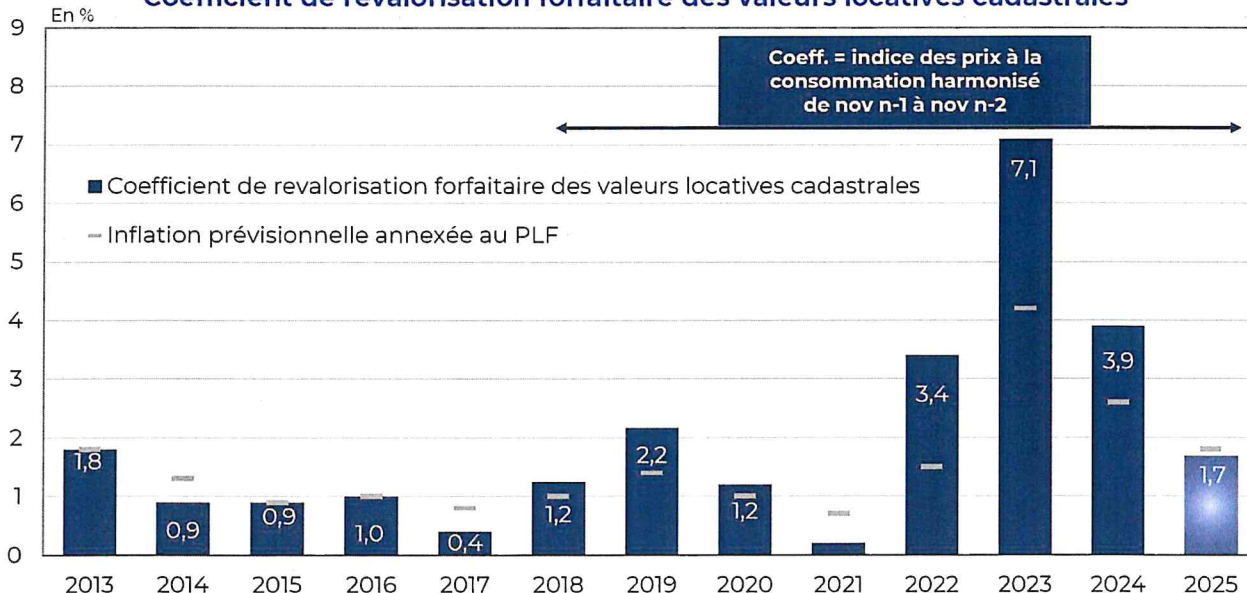
Rappelons que les allocations compensatrices de TH ont disparu en 2021, suivant le sort de la TH. Pour le foncier, les allocations compensatrices sont maintenues. Il s'agit de la prise en charge par l'Etat de la diminution des recettes fiscales subie par les communes du fait de l'application d'exonérations ou d'allègements de bases décidées par le législateur.

### Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

Taux de revalorisation des bases fiscales :

Le coefficient de revalorisation qui s'applique désormais à la TFB, à la TFNB et à la THRS s'élève pour 2025 à +1.7 %.

**Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales**



Source DOB Banque Postale 2025



**Comparatif - évolution des bases prévisionnelles d'imposition**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'habitation	11 711 000 €	11 747 000 €	11 869 000 €	11 898 000 €	346 979 €	399 718 €	573 117 €	441 700 €
Taxe Foncière (bâti)	16 025 000 €	16 369 000 €	16 925 000 €	17 617 000 €	14 578 996 €	15 324 477 €	16 242 687 €	17 004 000 €
Taxe Foncière (non bâti)	133 100 €	133 900 €	143 400 €	137 000 €	137 579 €	138 736 €	145 320 €	151 700 €
<b>Total</b>	<b>27 869 100 €</b>	<b>28 249 900 €</b>	<b>28 937 400 €</b>	<b>29 652 000 €</b>	<b>15 063 554 €</b>	<b>15 862 931 €</b>	<b>16 961 124 €</b>	<b>17 597 400 €</b>

\* hors coefficient correcteur

**Nouvel engagement de stabilité de la fiscalité locale en 2025**

Pour la 19ème année consécutive aucune majoration des taux de fiscalité directe locale n'est envisagée. Ainsi l'évolution du produit fiscal résultera de nouveau de la seule dynamique des bases décidée sur le plan national.

**L'évolution des produits fiscaux et leurs poids respectifs**

	2020	Poids fiscal	Evolution	2021	Poids fiscal	Evolution	2022	Poids fiscal	Evolution	2023	Poids fiscal	Evolution	2024	Poids fiscal	Evolution
TH	2 304 643 €	39,72 %	0,24 %	THRS 52 630 €	0,91 %		THRS 69 495 €	1,16 %	32,04 %	THRS 82 923 €	1,28 %	19,32 %	THRS 85 557 €	1,27 %	3,18 %
TFB	3 437 077 €	59,23 %	4,09 %	5 643 848 €	98,03 %	65,55%*	5 878 976 €	97,80 %	4,17 %	6 308 104 €	97,72 %	7,30 %	6 597 552 €	97,73 %	4,59 %
TFNB	60 828 €	1,05 %	4,46 %	60 872 €	1,06 %	0,42 %	62 426 €	1,04 %	2,55 %	64 114 €	0,99 %	2,70 %	67 355 €	1,00 %	5,06 %
	2 304 643 € *	100,00 %	2,43 %	5 757 350 €	100,00 %		6 010 897 €	100,00 %		6 455 141 €	100,00 %		6 750 464 €	100,00 %	

\*Recettes compensées par l'État



La date d'entrée en vigueur de la révision générale des valeurs locatives des locaux d'habitation est repoussée à 2028 au lieu de 2026.

Elles seront déterminées à partir des loyers constatés sur le marché en 2025.

**Evolution des Attributions de compensation depuis la création de la CA2C**

AC 2025 (prévisionnel) : 8 717 658,79 €

Compte	Libellé	Réalisations 2016	Réalisations 2017	Réalisations 2018	Réalisations 2019	Réalisations 2020	Réalisations 2021	Réalisations 2022	Réalisations 2023	Réalisations 2024
	<b>RECETTE</b>									
7321	Attribution de compensation	9 129 207,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
73211	Attribution de compensation	0,00 €	9 087 942,00 €	9 038 134,00 €	8 980 315,00 €	8 571 697,00 €	8 729 322,86 €	8 758 261,42 €	8 646 929,27 €	8 717 413,79 €
	<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>9 129 207,00 €</b>	<b>9 087 942,00 €</b>	<b>9 038 134,00 €</b>	<b>8 980 315,00 €</b>	<b>8 571 697,00 €</b>	<b>8 729 322,86 €</b>	<b>8 758 261,42 €</b>	<b>8 646 929,27 €</b>	<b>8 717 413,79 €</b>

L'évolution de l'attribution de compensation entre 2024 et 2025 s'explique de la manière suivante :

+ 245 € d'IFER supplémentaire

Le montant de l'attribution de compensation sera modifié en fonction de la taxe d'aménagement perçue en 2024 sur les zones d'activités.

**Evolution FPIC, Droit de Mutation, TLPE 2017 à 2024**

Compte	Libellé	Réalisations 2017	Réalisations 2018	Réalisations 2019	Réalisations 2020	Réalisations 2021	Réalisations 2022	Réalisations 2023	Réalisations 2024
	<b>RECETTE</b>								
73223	Fond de péréquation des ressources communales et intercommunales	103 094,00 €	101 061,00 €	158 880,00 €	159 925,00 €	193 207,00 €	179 682,00 €	165 704,00 €	
732221	Fond de péréquation des ressources communales et intercommunales								169 122,00 €
7368*	Taxe locale sur publicité extérieure	82 302,09 €	75 808,55 €	78 543,60 €	75 366,06 €	74 734,92 €	73 420,93 €	73 850,81 €	
73174	Taxe locale sur publicité extérieure								73 608,92 €
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité fonc	220 296,87 €	217 848,81 €	293 189,13 €	437 392,84 €	358 628,78 €	350 457,83 €	372 339,01 €	
73123	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière								246 539,00 €
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>405 692,96 €</b>	<b>394 718,36 €</b>	<b>530 612,73 €</b>	<b>672 683,90 €</b>	<b>626 570,70 €</b>	<b>603 560,76 €</b>	<b>611 893,82 €</b>	<b>489 269,92 €</b>

\* Taxe locale sur publicité extérieure (TLPE)

Depuis 2022, les déclarations ne portent plus que sur l'installation, le remplacement ou la suppression de supports publicitaires. Elles doivent intervenir dans les 2 mois. Le recouvrement reste fixé pour cette taxe au 1er septembre de l'année d'imposition et intègre les déclarations intervenues avant le 30 juin de la même année.



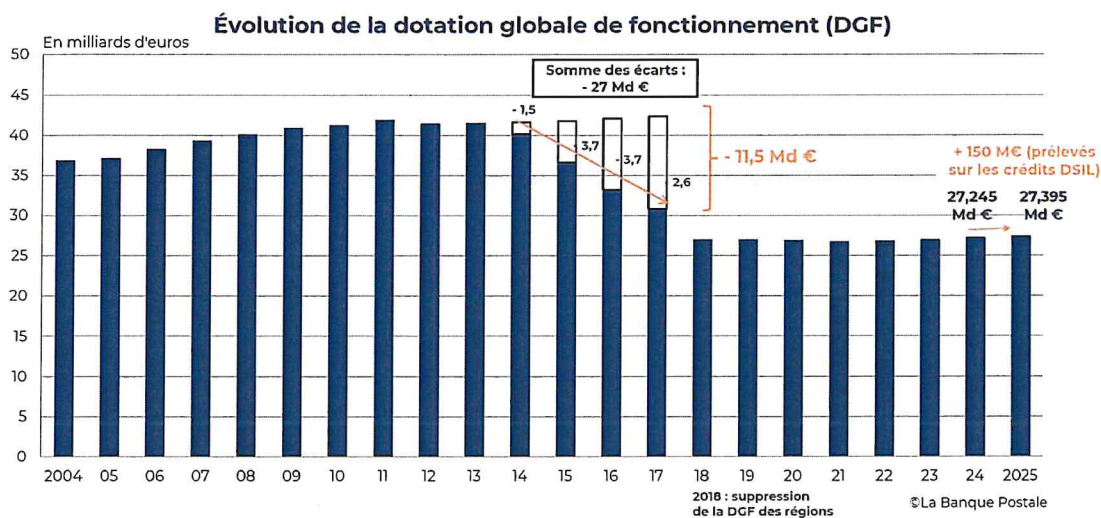
21 MARS 2025

## Dotations et participations

### Données nationales – Bloc communal

Pour 2025, la DGF enregistre une augmentation de 150 millions d'euros. Comme l'ont souligné les associations d'élus locaux, cette enveloppe sera très loin de compenser l'inflation.

Les dotations des collectivités vont en effet continuer à baisser en euros constants, en raison d'absence d'indexation de la DGF sur l'inflation.



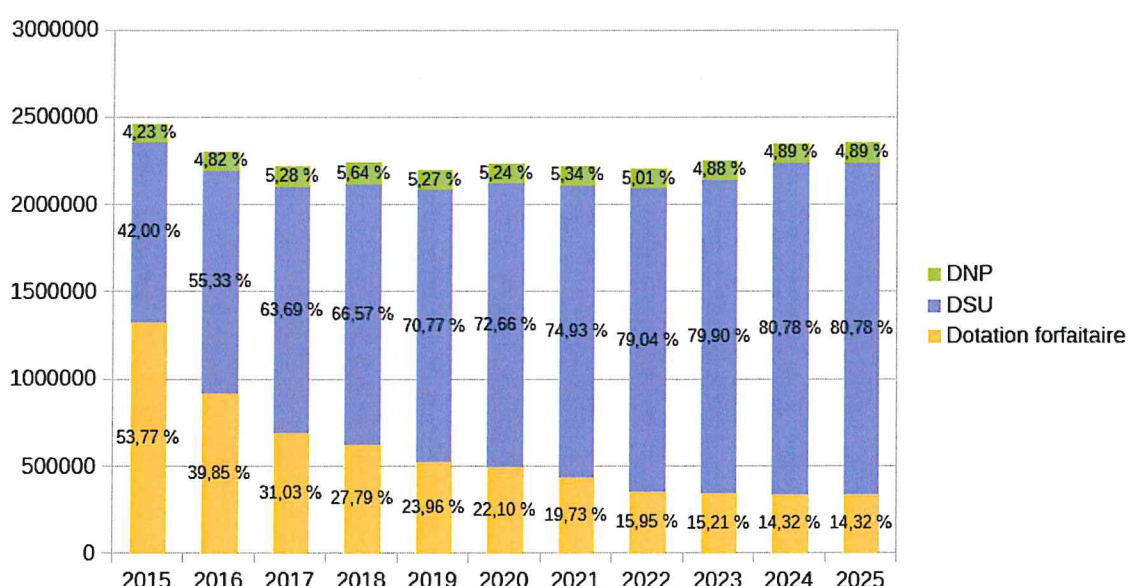
Source DOB Banque Postale 2025

- La DSU : la LFI 2025 consacre la poursuite de la montée en puissance de la péréquation verticale (DSU et DSR). En 2025, la DSU augmentera : de 150 millions d'euros. Cette augmentation est financée sein de la DGF. Elle ne présume en rien une augmentation de notre dotation.

**DGF Communale**

Il est à ce stade envisagé une stabilité des dotations de l'Etat par rapport à 2024. Entre 2014 et 2024, la DGF a diminué de 11% au global.

	Compte administratif (en €)											Estimation
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DGF	2 645 640	2 466 627	2 307 128	2 221 825	2 244 665	2 201 111	2 239 389	2 227 083	2 207 134	2 253 559	2 355 554	2 355 700
Dotation forfaitaire	1 754 767	1 326 212	919 295	689 495	623 835	527 493	494 919	439 431	351 984	342 835	337 392	337 400
DSU	802 853	1 036 084	1 276 624	1 415 088	1 494 264	1 557 643	1 627 073	1 668 674	1 744 594	1 800 695	1 902 889	1 903 000
DNP	88 020	104 331	111 209	117 242	126 566	115 975	117 397	118 978	110 556	110 029	115 273	115 300

**DGF 2014 – 2025****Les autres recettes de fonctionnement**

Il s'agit :

- des produits des services : restauration et accueil péri-scolaire – centres de loisirs – concessions dans les cimetières et diverses régies (marchés – droits de voirie – locations immobilières...)
- des participations aux projets d'activités par la CAF, la Région, le Département et d'autres partenaires financiers.
- de dotations de l'État relatives à diverses missions décentralisées

**Réformes et majoration de la dotation des titres sécurisés**

La dotation pour les titres sécurisés indemnise les communes assurant la délivrance de titres d'identité sécurisés. Depuis 2018, son montant était fixé à 8 580 € / an majoré de 3 550 € au-delà de 1875 titres délivrés en N-1.

La LFI 2023 a reformé le montant la dotation pour les communes assurant l'accueil de plus de 4000 usagers au cours de l'année. Elle y a joint une majoration pour chaque station de recueil inscrite à un module dématérialisé et interopérable de prise de rendez-vous.

La dotation accordée à la commune en 2024 s'est ainsi élevée à 48 388 €.

La LFI 2025 maintient les 100 millions € alloués à cette dotation en 2025.



21 MARS 2025

## II. 2. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

### Charges de personnel

Les charges de personnel, à hauteur de 9 455 294 € représentaient 48,275 % des dépenses réelles de fonctionnement en 2024.

### Les autres dépenses de gestion

### Charges à caractère général

Chapitre	Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
011	Charges à caractère général	4 309 000 €	4 253 665 €	4 363 000 €	4 437 400 €	4 399 000 €	4 672 000 €	5 468 000 €	5 378 310 €

(au BP)

Hypothèse de légère hausse de l'enveloppe à ce stade (5 500 000 € en 2025).

### Autres charges de gestion courante

Chapitre	Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
65	Autres charges de gestion courante	3 660 165 €	3 740 679 €	3 724 066 €	3 320 579 €	3 328 699 €	3 559 956 €	3 530 357 €	4 630 217 €

(au BP)

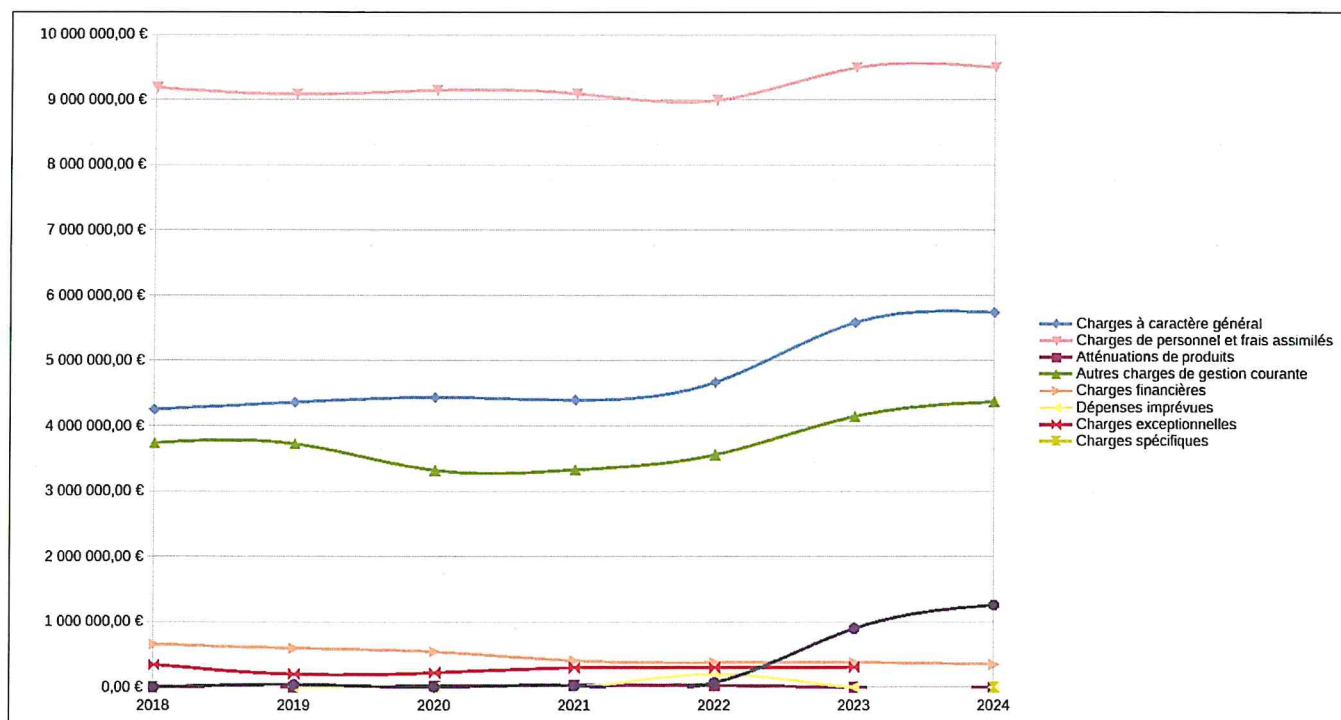
Ce chapitre contient les subventions aux associations, la subvention au CCAS ainsi que le versement des participations aux syndicats intercommunaux.

Hypothèse de baisse de l'enveloppe à ce stade (4 100 000€) comprenant notamment une augmentation de :

- la contribution de la Ville au SIAT du Val du Riot
- la contribution de la ville au SDIS

et une diminution de la subvention versée au CCAS.

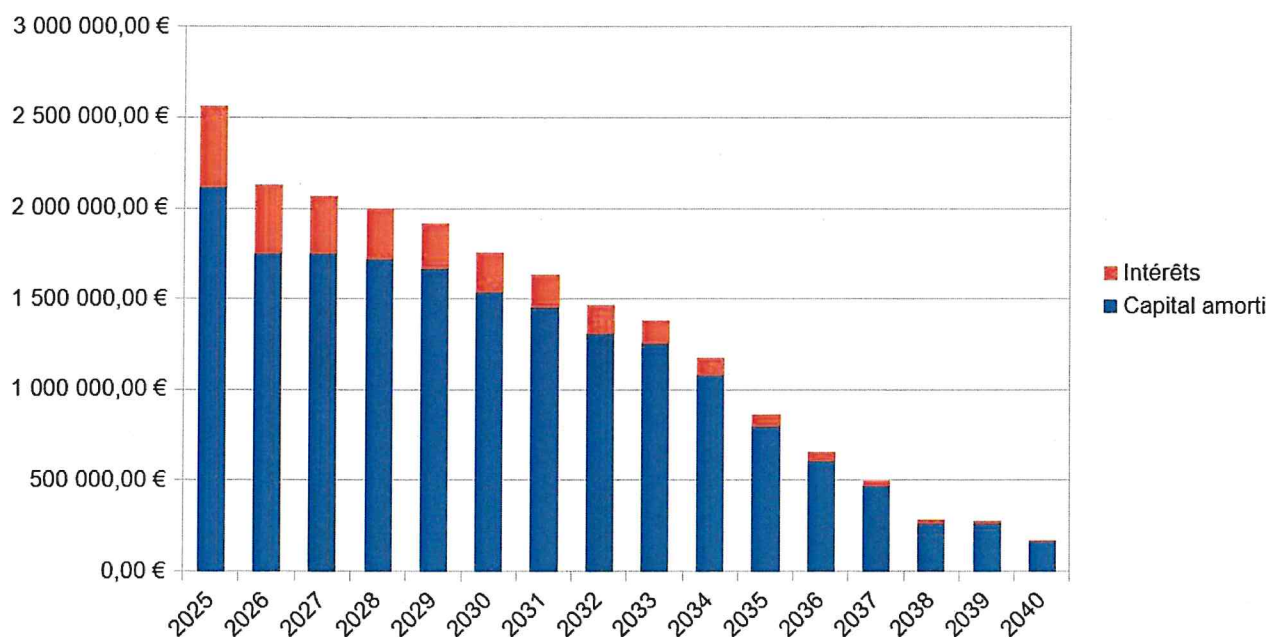
## Evolution des dépenses de fonctionnement





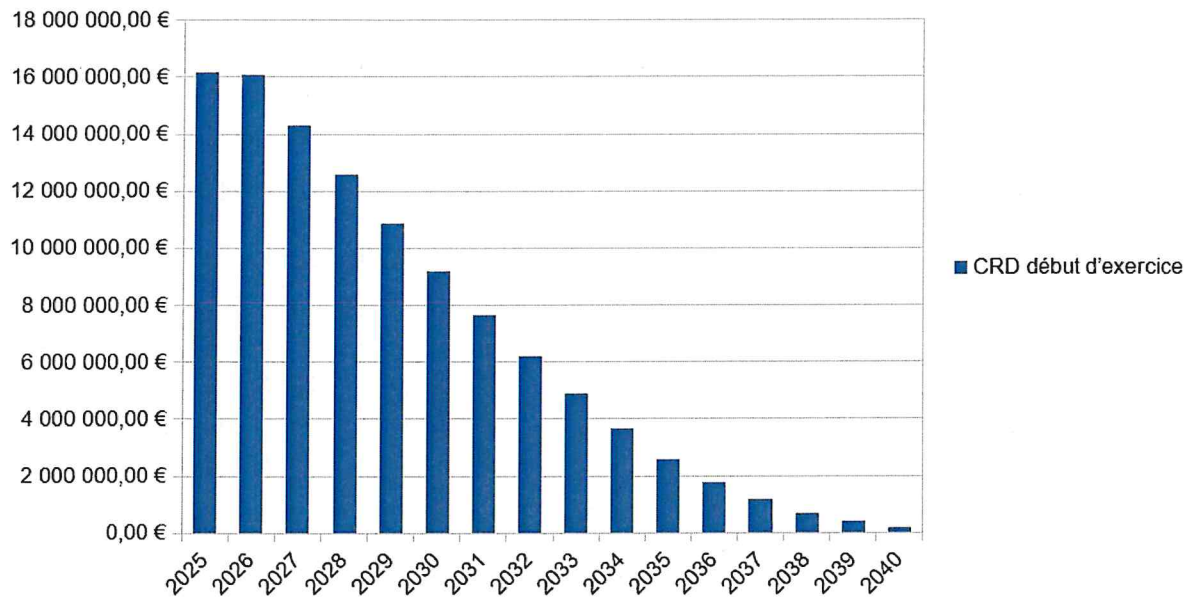
**DETTE COMMUNALE****Graphiques clés par exercice annuel du 01/01/25 au 31/12/2040****Tableau du Profil d'Extinction de la Dette par exercice annuel du 01/01/2025 au 31/12/2040  
avec emprunt 2.000.000 € à 3,53 %**

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2025	16 196 085,44 €	2 111 234,57 €	449 941,69 €	2 561 176,26 €	16 084 850,87 €
2026	16 084 850,87 €	1 746 517,76 €	383 936,18 €	2 130 453,94 €	14 338 333,11 €
2027	14 338 333,11 €	1 745 984,70 €	326 367,26 €	2 072 351,96 €	12 592 348,41 €
2028	12 592 348,41 €	1 718 177,38 €	284 440,11 €	2 002 617,49 €	10 874 171,03 €
2029	10 874 171,03 €	1 666 187,87 €	251 975,92 €	1 918 163,79 €	9 207 983,16 €
2030	9 207 983,16 €	1 539 070,88 €	217 938,94 €	1 757 009,82 €	7 668 912,28 €
2031	7 668 912,28 €	1 448 677,78 €	185 613,37 €	1 634 291,15 €	6 220 234,50 €
2032	6 220 234,50 €	1 309 098,10 €	153 846,51 €	1 462 944,61 €	4 911 136,40 €
2033	4 911 136,40 €	1 257 332,87 €	122 810,88 €	1 380 143,75 €	3 653 803,53 €
2034	3 653 803,53 €	1 080 215,76 €	94 024,91 €	1 174 240,67 €	2 573 587,77 €
2035	2 573 587,77 €	798 445,96 €	68 660,08 €	867 106,04 €	1 775 141,81 €
2036	1 775 141,81 €	609 595,82 €	49 792,29 €	659 388,11 €	1 165 545,99 €
2037	1 165 545,99 €	465 545,66 €	33 693,01 €	499 238,67 €	700 000,33 €
2038	700 000,33 €	266 666,64 €	21 148,88 €	287 815,52 €	433 333,69 €
2039	433 333,69 €	266 666,64 €	11 751,29 €	278 417,93 €	166 667,05 €
2040	166 667,05 €	166 667,05 €	3 237,26 €	169 904,31 €	0,00 €
		18 196 085,44 €	2 659 178,58 €	20 855 264,02 €	

**Flux de remboursement**

21 MARS 2025

## Evolution du capital restant dû

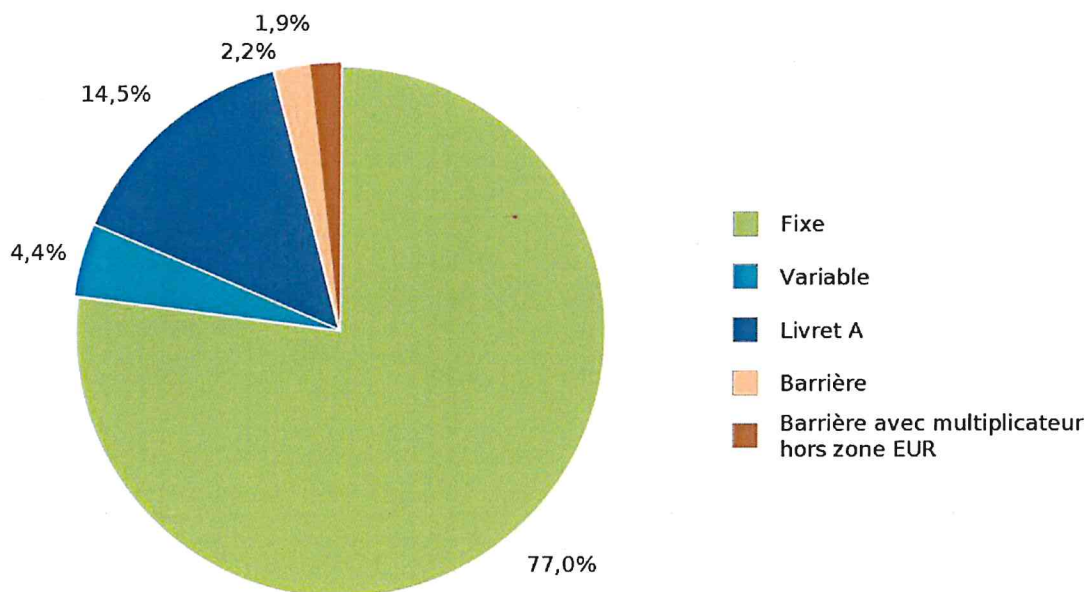




21 MARS 2025

**Dette par type de risque (avec dérivés)**

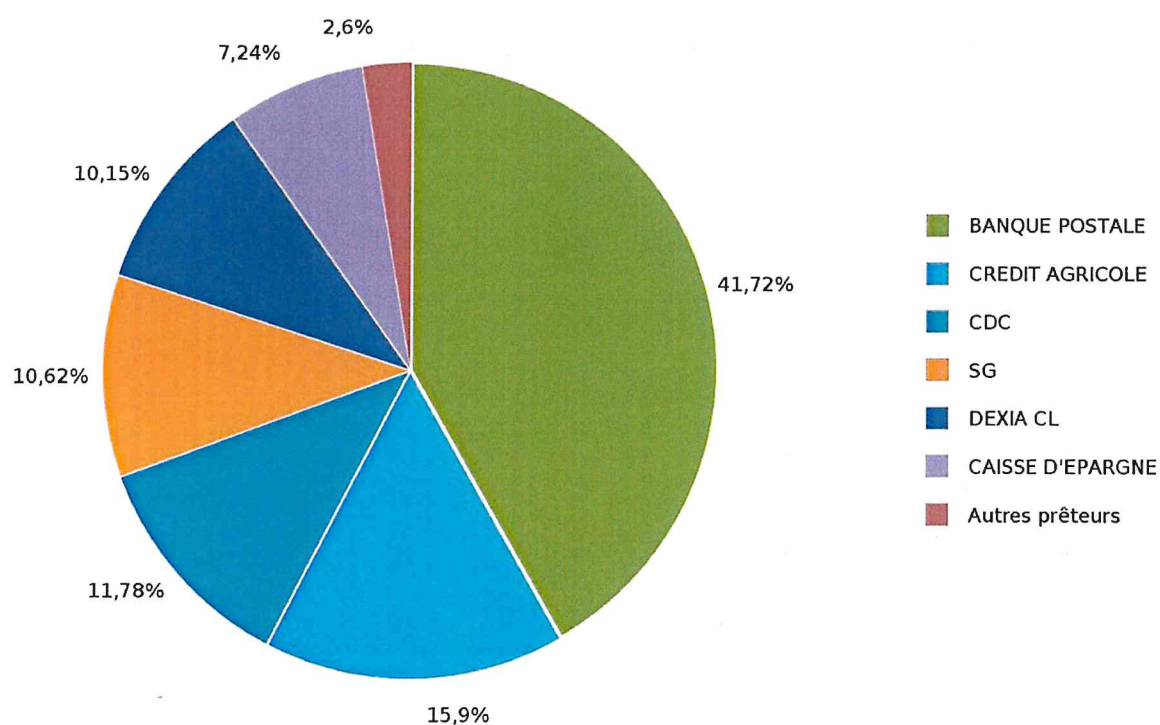
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	12 477 347.34 €	77,04 %	2,12 %
Variable	711 840.42 €	4,40 %	3,67 %
Livret A	2 348 104.98 €	14,50 %	3,63 %
Barrière	353 656.87 €	2,18 %	4,63 %
Barrière avec multiplicateur hors zone EUR	305 135.83 €	1,88 %	4,82 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>16 196 085.44 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2,51 %</b>



Source Finance Active

**Dette par prêteur**

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
BANQUE POSTALE	6 756 666.54 €	41,72 %	
CREDIT AGRICOLE	2 574 561.43 €	15,90 %	
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 908 104.98 €	11,78 %	
SOCIETE GENERALE	1 719 719.88 €	10,62 %	
DEXIA CL	1 643 334.28 €	10,15 %	
CAISSE D'EPARGNE	1 171 895.68 €	7,24 %	
Autres prêteurs	421 802.65 €	2,60 %	
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>16 196 085.44 €</b>	<b>100,00 %</b>	-



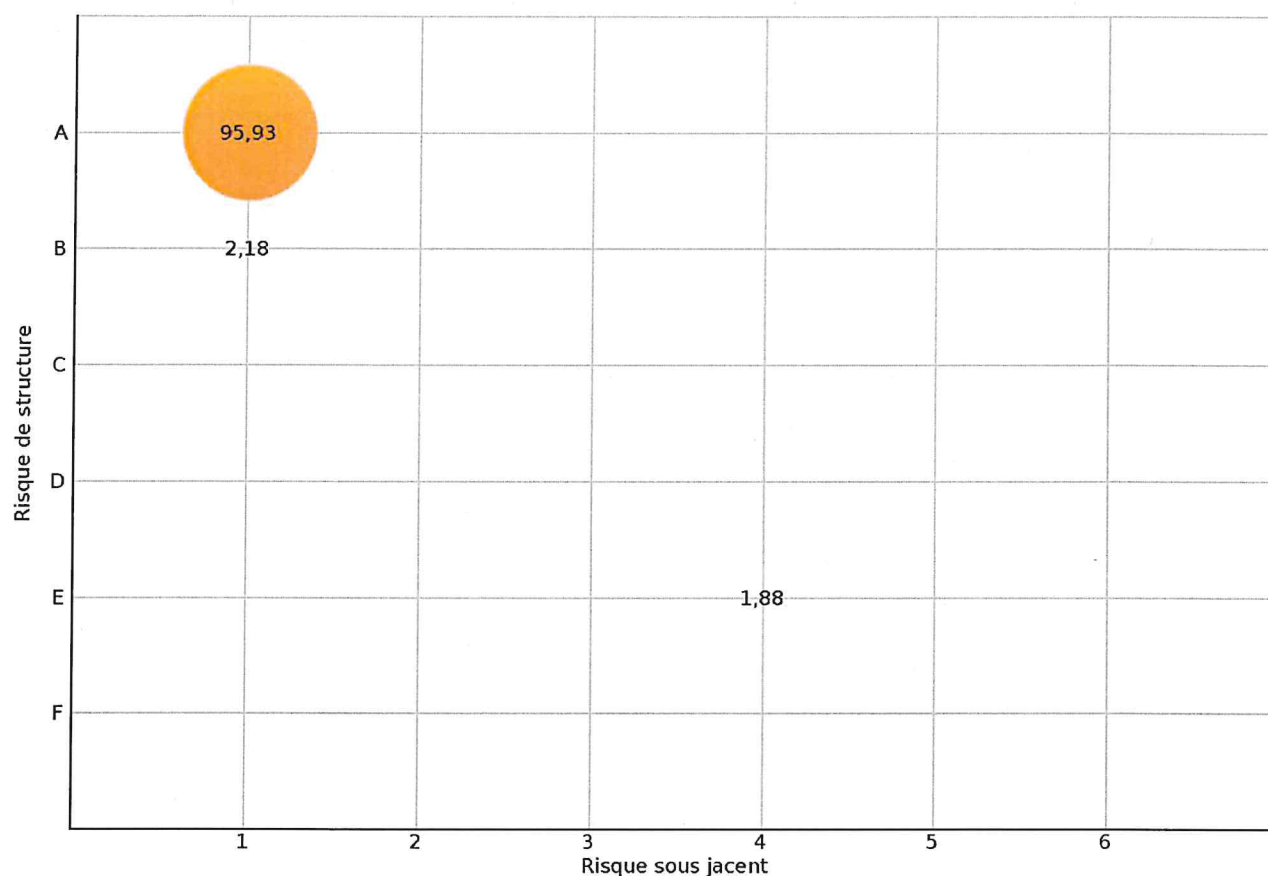
Source Finance Active



## Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD

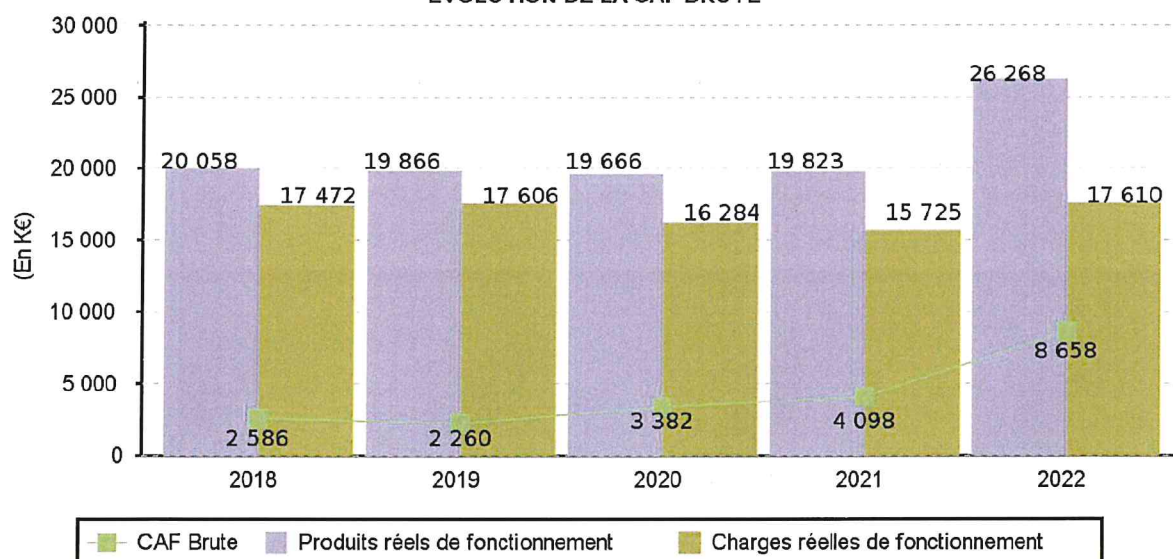


Risque élevé

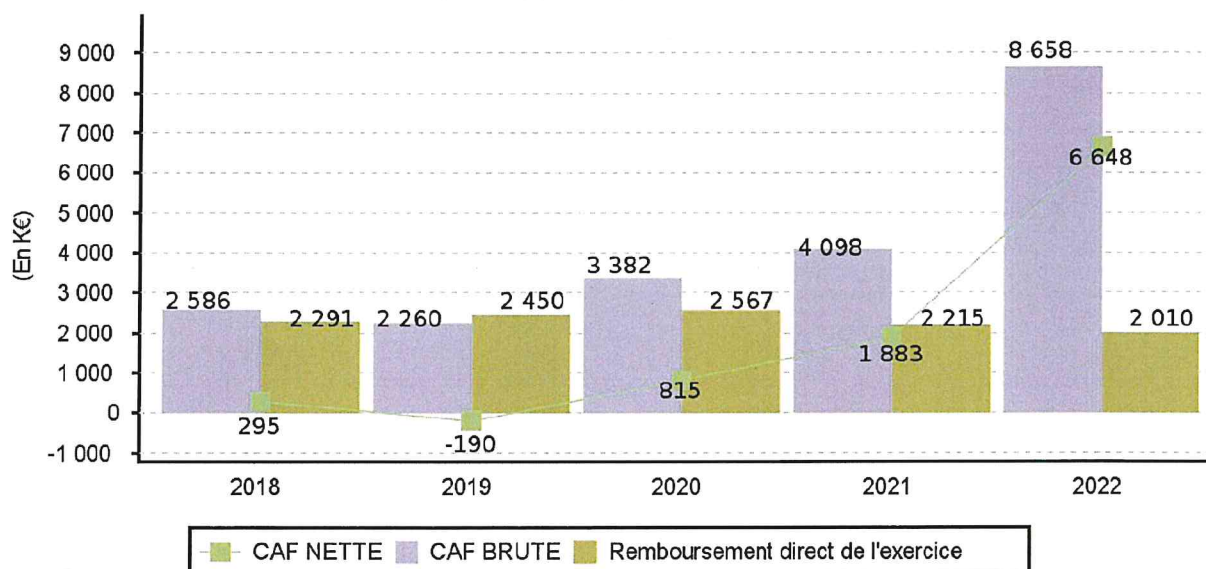
Source Finance Active

**CAF brute**

EVOLUTION DE LA CAF BRUTE

**CAF nette**

EVOLUTION DE LA CAF NETTE



Source DGFIP



## II.3. INVESTISSEMENT

## Dépenses

L'investissement communal sera constitué d'une enveloppe consacrée aux dépenses d'investissement récurrentes du chapitre 21 hors opérations : achat de matériel pour les services et les équipements communaux (écoles, autres bâtiments, voirie, études...) ainsi que les dépenses du chapitre 23 hors opération pour une enveloppe globale maximale estimée à ce stade à 1,9 millions d'euros.

Les autres crédits d'investissement viendront alimenter les dépenses pour les grands projets décidés par la commune et repris au programme pluriannuel d'investissement.

	2025	2026	2027
<b>Complexe sportif Sandras - construction d'un terrain de paddel, de terrains de baskets et abords (dernière phase)</b>	1 126 860,00 €		
<b>Complexe sportif Sandras - Rénovation des vestiaires (solde)</b>	475 000,00 €		
<b>Mise en sécurité de la Basilique Sainte Maxellende (dernière phase)</b>	1 393 093,00 €		
<b>Musée des Dentelles et Broderies (Extension)</b>		<i>A définir</i>	<i>A définir</i>
<b>Extension de la Vidéoprotection</b>	300 000,00 €	295 160,00 €	
<b>Attractivité du Centre-ville Réaménagement de la rue du Général Leclerc</b>	583 265,00 €	773 202,00 €	
<b>Extension du nouveau cimetière</b>	50 000,00 €	747 515,00 €	
<b>Extension des salons funéraires</b>		742 800,00 €	
<b>Auto consommation collective / pose de panneaux photovoltaïque</b>	380 000,00 €		
<b>Réhabilitation École Condorcet</b>	360 000,00 €	1 710 020,00 €	
<b>Réhabilitation École Paul Bert</b>			1 800 000,00 €
	4 668 218,00 €	4 268 697,00 €	1 800 000,00 €

## Recettes

Le financement des investissements sera assuré par :

- les ressources propres : virement de la section de fonctionnement, FCTVA
- l'emprunt : A l'instar de 2024, un emprunt maximal de 2 millions d'euros. Pour mémoire, pas d'emprunt en 2022 ni en 2023.
- les subventions : de l'État (DETR + DSIL), de la Région, du Département et des prescripteurs obligés. (CEE)
- la taxe d'aménagement. Cette taxe s'applique à toutes les opérations soumises à autorisations d'urbanisme (construction, extension) et les communes en perçoivent une partie.



Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le

ID : 059-215901398-20250318-DEL180325\_Q1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2025

**III**  
**RESSOURCES HUMAINES**

CAUDRY



### **III. RESSOURCES HUMAINES**

#### **RAPPORT D'INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL COMMUNAL**

Actrices premières du service public de proximité, les collectivités territoriales et en particulier les communes disposent de champs de compétences et d'intervention très larges. A ce titre, les communes doivent s'appuyer sur des ressources humaines très diversifiées avec des nombreux corps de métiers représentés.

Depuis de nombreuses années, la Ville de Caudry met un point d'honneur à maintenir des effectifs cohérents au sein des différents services municipaux pour assurer de façon autonome son large champs d'interventions. Si cette ligne managériale reste une priorité, les arbitrages RH doivent prioriser l'optimisation des ressources et l'adéquation de celles-ci avec les impératifs de service public. L'objectif est donc de maintenir un équilibre entre la qualité des services, le bien-être des agents et la maîtrise des dépenses.

#### **• La diversité des Ressources Humaines**

Le large spectre des domaines d'intervention, l'existence de nombreux équipements, l'importance du patrimoine bâti et naturel, le rôle de ville-centre du bassin de vie du Grand Caudrésis sont pour beaucoup dans la diversification et le dimensionnement des services municipaux. En effet, la grande majorité des filières de la Fonction Publique Territoriale sont représentées au sein du personnel municipal.

Notre personnel titulaire et CDI au 1er janvier 2025 relève actuellement des filières :

Filière	Nombre d'agents
Administrative	36
Technique	112
Culturelle (musée, bibliothèque, école de musique)	20
Sanitaire et sociale (ATSEM)	8
Animation	1
Sportive	1
Police municipale	5

S'agissant de l'évolution des effectifs, ces derniers sont quasiment stables entre 2023 et 2024 (+1).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Effectifs (titulaires)	191	188	179	184	182	183

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le recours aux agents contractuels constaté est au nombre de 21. La majorité des recrutements contractuels de 2024 correspond à des remplacements ponctuels d'agents statutaires en arrêt maladie. Des contrats de projets correspondant à des missions spécifiques et ponctuelles complètent ce type de recrutement. Au cours de l'année 2024, la collectivité a également eu recours à quelques contrats saisonniers et contrats d'accroissement temporaire d'activité notamment pour renforcer les équipes des ateliers techniques municipaux.

Vous trouverez, ci-après, un tableau retraçant l'évolution des effectifs des différentes catégories de personnel :

EVOLUTION DES PERSONNELS HORS CONTRATS AIDES 2019 - 2024						
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>EFFECTIFS TITULAIRES</b>	<b>191</b>	<b>188</b>	<b>179</b>	<b>184</b>	<b>182</b>	<b>183</b>
CATEGORIE A	8	9	8	10	11	9
CATEGORIE B	18	16	20	21	20	20
CATEGORIE C	165	163	151	152	151	154
<b>RECRUTEMENTS TITULAIRES</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>12</b>
CATEGORIE A	1	-	-	-	1	0
CATEGORIE B	1	-	-	3		0
CATEGORIE C	22	3	6	8	0	12
<b>DÉPARTS EN RETRAITE + DÉMISSIONS + DECES</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>11</b>
<b>EFFECTIFS CONTRACTUELS</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>21</b>
<b>EFFECTIFS APPRENTIS</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

CONTRATS AIDES						
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>EFFECTIFS CUI-PEC et Adultes relais</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>3</b>



Le recours aux contrats CUI-PEC est fonction des politiques publiques et des financements accordés notamment par la Mission Locale qui est notre partenaire privilégié.

La ventilation du personnel par catégorie est à l'image de ce qui est constaté au niveau national dans la fonction publique territoriale, composée massivement d'agents d'exécution de catégorie C : 154 sur un effectif de 183 en 2024, soit 84,15 %.

D'un point de vue général, l'évolution des effectifs à compter de 2025, s'orientera vers une optimisation fondée sur une analyse précise des besoins, l'impact de la dématérialisation, le volume d'activité des services, mais aussi l'évolution des fiches de postes.

Des actions de formation seront menées pour renforcer les qualifications professionnelles, répondre aux exigences de service public et permettre de faire évoluer un grand nombre d'agents vers la polyvalence notamment au niveau des postes d'exécution.

Il est à noter que, compte-tenu des impératifs budgétaires, les marges de manœuvre salariales sont réduites. Les recrutements prévus en 2025 se limiteront ainsi à la police municipale et aux remplacements de départs.

• **S'agissant de l'évolution de la masse salariale**, voici un tableau indiquant les montants de la masse salariale sur la période 2014-2024.

	Crédits ouverts (BP + BS) (Euros)	Réalisé (CA) (Euros)	Evolution
2014	9 585 400,00	9 546 236,23	6,10%
2015	9 368 793,74	9 271 114,97	- 2,88%
2016	9 098 700,00	8 833 450,17	- 4,72%
2017	9 214 582,00	9 120 541,19	3,25%
2018	9 189 005,00	8 888 859,79	- 2,54%
2019	9 089 000,00	8 832 791,28	- 0,63 %
2020	8 812 000,00	8 570 033,93	- 2,97 %
2021	9 100 000,00	8 563 259,19	-0,08 %
2022	9 200 000,00	9 101 735,64	+ 6,29 %
2023	9 500 000,00	9 288 729,01	+ 2,06 %
2024	9 500 000,00	9 454 469,24	+ 1,79 %

Entre 2023 et 2024, l'augmentation de la masse salariale s'élève à 1,79 %. Cette augmentation est en majeure partie à attribuer à l'évolution structurelle de la carrière des agents avec des promotions internes, avancements de grade et avancements d'échelons.

• **S'agissant des rémunérations** (traitements, régime indemnitaire, avantage collectif prime de novembre, astreintes et heures supplémentaires), voici un tableau retraçant leur évolution de 2020 à 2024.

REMUNERATION (€)	2020	2021	2022	2023	2024
TITULAIRES (TRAITEMENT)	4 038 059,29	3 717 341,43	3 899 508,15	4 089 693,81	4 067 693,01
NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL	74 253,86	70 702,11	74 208,64	72 186,05	68 482,50
NON TITULAIRES	335 780,09	318 273,25	451 000,94	421 877,42	401 543,70
CONTRAT AVENIR	4 576,04	68 491,84	108 480,12	18 857,76	50638,63
AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	26 472,65	37 885,80	34 631,53		
ASTREINTES	69 924,80	71 083,46	71 995,25	72 059,99	67 327,87
HEURES SUPP.	161 596,01	185 368,19	224 192,36	219 607,07	217 930,39
REGIME INDEMNITAIRE	828 135,44	819 192,44	849 299,09	878 486,04	855 645,92
PRIME NOVEMBRE	315 204,43	300 029,74	329 721,84	343 526,99	351 549,13

### **Organisation du temps de travail**

Depuis le 1er janvier 2022, l'organisation du temps de travail des agents de la collectivité territoriale est régie par le protocole de temps de travail entré en application à cette même date pour se conformer à la loi du 6 Août 2019 de transformation de la fonction publique.

A ce titre, les agents de la collectivité sur emplois permanents sont désormais assujettis à un système de jours de réduction de temps de travail avec une quotité hebdomadaire de 37H30 contre 35H00 jusqu'alors. Transposée à l'échelle des effectifs, cette réforme a engendré la reconstitution d'un volume global annuel de plus de 18 000 heures disponibles, correspondant à 11 ETP cumulés sur l'ensemble des services.

### **Observations :**

\* Le montant versé au titre de la prime de novembre a sensiblement augmenté du fait de son indexation sur le SMIC. Une revalorisation a eu lieu au 1er novembre 2024.

\* La hausse constatée sur la rémunération des contrats d'avenir et d'insertion est liée à l'effet d'année pleine des recrutements réalisés en 2023 et de la hausse du SMIC.



\* La hausse des versements aux agents contractuels est liée au reco les travaux d'espaces verts et au recours aux contrats saisonniers qui avait été interrompu en période de crise sanitaire.

\* Le coût des heures supplémentaires est maîtrisé et tend à diminuer. Cet effort sera poursuivi au cours de l'année 2025.

\* Il est à noter que les dépenses sur les gros pôles de rémunération des emplois permanents sont maîtrisées, voire tendent à une diminution qui s'explique notamment par l'effet structurel d'évolution des effectifs. Progressivement, les agents en fin de carrière qui sont nombreux au sein de la collectivité partent et sont remplacés par des agents plus jeunes dans la carrière, ce qui a un impact sur les traitements et régimes indemnitaires.

### **Avantages en nature :**

Au titre des avantages en nature les agents bénéficient :

- de bons de vêtements et de bons chaussures pour les personnels n'étant pas équipés de vêtements de travail,
- d'un logement mis à disposition en cas de besoin ponctuel,
- de la participation employeur sur le contrat prévoyance pour un montant de 23 132,24 € en 2024
- de la participation employeur sur les chèques-déjeuners.

### **Répartition femmes – hommes :**

En 2024, l'effectif était composé de 46,45% de femmes et 53,55 % d'hommes.

	Hommes	Femmes	Ensemble
<b>A</b>	3	6	9
<b>B</b>	12	8	20
<b>C</b>	83	71	154
<b>Total</b>	98	85	183

### **MESURES 2025 :**

Bien que la masse salariale soit maîtrisée voire tende à baisser grâce à l'évolution organisationnelle et structurelle des effectifs, l'impact des mesures nationales successives sur le chapitre 012 reste prépondérant. Après 2 ans de mesures importantes prises en matière de pouvoir d'achat des agents publics, 2025 verra une nouvelle augmentation incompressible de la masse salariale.

En effet, cette fois, ce sont les charges patronales qui sont amenées à augmenter drastiquement comme suit :

-Une hausse sans précédent de la part patronale du taux de cotisation pour la CNRACL a été décrétée pour l'année 2025 et les trois années suivantes. En 2024, la part patronale de ces cotisations était à un taux de 31,65 %. La mesure prévoit une augmentation de 3 points de ce taux pendant quatre années consécutives. Pour l'année 2025, cela entraîne un coût supplémentaire estimé à 135 196 €.

Des augmentations annuelles du même ordre de grandeur seront constatées jusqu'en 2028.

-Une augmentation des cotisations du Centre de Gestion avec un taux passant de 1 % à 1,02 %, soit un surcoût annuel estimé à 988 €.

-Une hausse des cotisations patronales de l'assurance maladie, passant de 8,88 % à 9,88 %. Le coût supplémentaire estimé s'élève à 46 338 €.

En conséquence, à traitement brut constant, l'augmentation des charges patronales 2025 sera a minima de 182 522€.



## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry  
Utilisateur : PASTELL Plateforme

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **DEL180325\_Q1**  
Objet : **Rapport d'orientations budgétaires 2025**  
Type de transaction : Transmission d'actes  
Date de la décision : 2025-03-18 00:00:00+01  
Nature de l'acte : Délibérations  
Documents papiers complémentaires : NON  
Classification matières/sous-matières : 7.1 - Decisions budgetaires  
Identifiant unique : 059-215901398-20250318-DEL180325\_Q1-DE  
URL d'archivage : Non définie  
Notification : Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b>	text/xml	995 o
Nom métier :		
<b>Document principal (Délibération)</b>	application/pdf	619.5 Ko
Nom original : DEL180325_Q1.pdf		
Nom métier :		
99_DE-059-215901398-20250318-DEL180325_Q1-DE-1-1_1.pdf		
<b>Annexe (Fichier de signature électronique)</b>	application/pdf	6.1 Mo
Nom original : ROB_2025_finale.pdf		
Nom métier :		
99_SE-059-215901398-20250318-DEL180325_Q1-DE-1-1_2.pdf		

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 mars 2025 à 10h33min07s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 mars 2025 à 10h33min26s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 mars 2025 à 10h36min20s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 mars 2025 à 10h36min32s	Reçu par le MI le 2025-03-21